

## 1. Qu'est-ce que l'initiative Divest Invest ?

Divest Invest (Investir pour désinvestir) est l'engagement pris, à terme, de revendre des portefeuilles de parts de combustibles fossiles pour investir à la place dans des solutions favorables au climat telles que les énergies renouvelables, les technologies propres et l'efficacité énergétique.

Divers objectifs sont visés:

- I. La protection des investissements face aux risques liés aux changements climatiques.
- II. Le retrait du permis social pour l'utilisation de combustibles fossiles qui excéderaient le budget carbone acceptable.
- III. La conscientisation du besoin urgent de réduire radicalement les extractions de combustibles fossiles au niveau mondial afin d'éviter de dangereux changements climatiques.
- IV. L'augmentation des investissements dans les solutions favorables au climat.
- V. La stimulation du secteur financier afin de développer les placements de nature non fossile permettant aux investisseurs de soutenir une économie d'énergie propre.

## 2. Qui est à l'origine de cette initiative ?

Chaque semaine, de nouvelles organisations ou de nouveaux particuliers misent sur Divest Invest. En septembre 2014, 181 institutions et gouvernements locaux et 656 particuliers représentant plus de 32 milliards £ (43,9 milliards € ; 48 786 millions \$) s'étaient engagés dans Divest Invest. Un an plus tard, le nombre d'organisations avait doublé et le total des actifs engagés totalement ou partiellement avait augmenté de 2.6 trillions \$. Les organisations s'étant engagées dans l'initiative Divest Invest :

L'église de Suède	Fonds de pension de San Francisco
Fondation Charles Leopold Mayer	L'Église unie du Christ
L'Université de Glasgow	Rockefellers Brothers Fund
L'École d'hygiène et de médecine tropicale de Londres	Joseph Rowntree Charitable Trust
Wallace Global Fund	The Sierra Club Foundation
Ashden Trust	L'Institut d'arts de Californie

En plus des engagements Divest Invest complets, un nombre d'organisations se sont engagées à abandonner leurs investissements les plus risqués ou générateurs de pollution. Dont notamment :

Axa	<b>Norwegian Sovereign Wealth Fund (Fonds souverain norvégien)</b>
L'Université de Stanford	L'Église d'Angleterre
L'Université d'Oxford	Le Fonds de pension de l'état de Californie (CalPERS et CalSTRS)

### 3. Pourquoi s'engager dans Divest Invest compte maintenant ?

Au taux actuel des émissions de gaz à effet de serre, les prédictions d'augmentation de la température mondiale moyenne sont de plus de 4 °C au-dessus de la température mondiale moyenne de l'ère préindustrielle. Il est communément admis que cet état de fait aurait de graves conséquences sur la santé et la sécurité civile. Les grands responsables ont décidé que l'augmentation de la température mondiale moyenne ne devait pas dépasser 2 °C.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a déclaré que nous avons encore la possibilité d'éviter de dangereux changements climatiques, tout en faisant face à nos besoins croissants en énergie : en réduisant l'utilisation des combustibles fossiles, en améliorant l'efficacité énergétique et en effectuant la transition de la production d'énergie vers des sources renouvelables.

Les climatologues ont calculé que, pour avoir au moins 50 % de chances de conserver le réchauffement au-dessous de 2 °C au vingt-et-unième siècle, entre 60 et 80 % des réserves connues de combustibles fossiles doivent rester inexploitées. Mondialement, cela représente environ un tiers des réserves de pétrole, la moitié des réserves de gaz et plus de 80 % des réserves actuelles de charbon qui doivent rester intactes de 2010 à 2050.

S'engager dans Divest Invest maintenant signifie l'accélération de la transition vers une société à faible émission carbonique et la contribution à limiter l'augmentation de la température de 2 °C, pour la sécurité de tous.

« Le changement climatique est une urgence médicale. Il appelle donc à une réponse urgente, mettant à profit toutes les technologies disponibles actuellement. » »

*Hugh Montgomery, directeur de L'Institut pour la santé humaine et la performance UCL, co-président de la Commission Lancet sur le changement climatique*

#### 4. Divest Invest est un choix logique pour nos économies

D'un point de vue historique, les investissements en combustibles fossiles ont été bénéfiques à l'économie. Cet état de fait est en train de changer rapidement. Le changement climatique est en passe d'entraîner de sérieuses répercussions économiques. Les estimations des dernières recherches montrent que si l'augmentation de la température mondiale moyenne atteint 4 °C, cela pourrait réduire le PIB de 20 % en 2030.

La Banque mondiale a établi que les pays du monde entier peuvent rediriger leurs économies vers l'arrêt net des émissions carbone pour un coût abordable, mais que le processus doit démarrer immédiatement.

Les gouvernements du monde entier font face à une pression croissante de toutes parts (groupes religieux, ONG, les secteurs de la santé et des affaires) pour arriver à des accords mondiaux efficaces dans la réduction des émissions. En septembre 2014, plus de 340 investisseurs institutionnels gérant 9,5 trillions £ (13,18 trillions € / 14,5 trillions \$) d'actifs ont interpellé les gouvernements afin de mettre en place un prix pertinent pour les émissions carbone, faisant état de leur volonté de rediriger des investissements vers des énergies propres, avec l'appui des politiques internationales.

Il est prouvé que les investissements dans les solutions favorables au climat bénéficieront aux économies par la création d'emploi, la réduction de la pénurie de combustible, l'amélioration de la qualité de l'air et la réduction des coûts de santé.

La lutte contre le changement climatique pourrait conduire à des gains en PIB mondial entre 1,8 et 2,6 trillions \$ d'ici à 2030.

*Banque mondiale, 2014*

L'investissement dans les transports publics à faible émission de gaz, la mise en place d'une gestion des déchets efficace dans les villes pourrait générer des économies d'une valeur actuelle de 17 trillions \$ d'ici à 2050. Ces investissements à faibles émissions carbone pourraient également réduire les gaz à effet de serre de 3,7 Gt de CO<sub>2</sub> par an en 2030, ce qui représente plus que les émissions annuelles actuelles de l'Inde. Renforcés par des politiques nationales complémentaires telles que l'aide aux innovations à faible émission carbone, la réduction des subventions pour les combustibles fossiles et la taxe carbone, les économies pourraient atteindre 22 trillions \$.

*La Commission mondiale pour l'économie et le climat*

#### 5. Divest Invest fait preuve d'une grande prudence pour ses actionnaires

Le secteur des combustibles fossiles est une source importante de rendement pour les actionnaires. Les risques pour les réserves de combustibles fossiles de devenir des actifs à

l'abandon, les coûts croissants d'extraction et les coûts décroissants des énergies renouvelables menacent maintenant fortement les placements traditionnellement sains. Il est devenu à présent plus prudent de rediriger ses investissements dans les combustibles fossiles vers les énergies renouvelables et vers d'autres solutions pour le climat.

En premier lieu, il convient d'aborder les risques liés aux réglementations. Si les émissions doivent limiter le réchauffement mondial, une grande proportion des actifs des sociétés de combustibles fossiles cotées ne pourront être consommés et passeront au passif ou deviendront des « actifs abandonnés ». Le concept de « bulle du carbone » est largement reconnu depuis 2013, grâce au travail de Carbon Tracker. Cet état de fait est considéré de la plus haute importance par certaines sociétés financières de premier plan dont Citi bank, HSBC, Moody et la Banque d'Angleterre, qui conduisent actuellement une enquête sur les risques d'actifs de combustibles fossiles abandonnés.

« Alors que partout dans le monde les émissions carbone sont de plus en plus limitées et que de plus en plus les sources d'énergie alternatives sont préférées, constituant un marché financier croissant des dernières décennies, les investissements dans les combustibles carbone pourraient subir de sérieuses déconvenues. »

*La Banque d'Angleterre, 2015*

« Nous estimons que la valeur totale des actifs abandonnés pourrait dépasser 100 trillions \$, en fonction des prix actuels du marché, »

*Citigroup, Energy Darwinism II, 2015*

Deuxièmement, les sociétés exploitant des combustibles fossiles continuent à investir des milliards chaque année, 380 milliards £ (527,55 milliards € / 580 milliards \$) en 2013, dans le développement de nouvelles réserves ne pouvant pas être utilisées. Le coût d'extraction des combustibles fossiles a augmenté et aucun projet de grande envergure et rentable n'a fait son apparition depuis au moins trois ans. En juillet 2015, les groupes pétroliers ont mis de côté 131 milliards £ (179 milliards € / 200 milliards \$) destinés à de nouveaux projets en raison des prix bas du pétrole.

Et troisièmement, le coût des énergies renouvelables a rapidement décliné et dans de nombreux pays, les prix des combustibles fossiles étant supérieurs ou égaux au seuil de rentabilité avant même que les coûts externes ne soient pris en compte, ce qui conduit de nombreux analystes à expliquer que la transition énergétique sera induite principalement par des considérations économiques.

« Les énergies renouvelables constituaient la moitié de l'énergie mondiale en 2014. »

*Le PNUD et Bloomberg New Energy Finance*

« Les sources renouvelables peuvent à présent produire de l'énergie pour un coût égal ou inférieur aux centrales utilisant des combustibles fossiles. »

*Agence internationale de l'énergie, 2015*

Ces facteurs, en particulier la réglementation liée à la limitation des émissions carbone et l'augmentation de la compétitivité des énergies renouvelables, auront pour conséquence la transition de notre demande en combustibles fossiles en demande en énergie renouvelable. Associés, ces facteurs représentent un risque énorme pour les investisseurs misant sur les combustibles fossiles. Pourtant, il apparaît que ces risques n'ont pas été évalués et chiffrés correctement par les organismes de réglementation des marchés financiers et les sociétés exploitant des combustibles fossiles. Nous considérons que les investisseurs devraient retirer leur participation dans les sociétés exploitant des combustibles fossiles afin d'éviter cette bulle et d'apporter un plus large soutien face aux menaces économiques à long terme provenant des changements climatiques.

## 6. Ai-je une responsabilité morale dans l'initiative Divest Invest ?

Les changements climatiques ont d'ores et déjà de sérieuses conséquences humaines et économiques. La communauté internationale pour la santé a lancé de nombreux avertissements concernant les risques pour la santé liés aux changements climatiques. La Commission Lancet et UCL ont décrit le changement climatique comme « la plus grande menace pour la santé du vingt-et-unième siècle. » Cela entraîne également des risques catastrophiques pour la biodiversité et les écosystèmes au niveau mondial, desquels nous dépendons tous.

En raison des répercussions actuelles et à venir dues à l'utilisation des combustibles fossiles, les dirigeants de nombreux groupes religieux sont convaincus de l'impératif moral d'action. Il n'est plus possible, en toute bonne conscience, de continuer à investir dans des sociétés exploitant des combustibles fossiles.

« Pour les êtres humains... détériorer l'intégrité de la planète en causant des changements de son climat... constitue un péché ».

*Pape François*

« Le changement climatique est l'enjeu moral le plus pressant de notre monde. »

*Justin Welby, Archevêque de Canterbury*

« Une des manières de faire face à notre propre responsabilité serait de... retirer notre argent dépensé dans ce qui aide... à brûler notre planète, pour le dépenser dans ce qui aide à la soigner. »

*Lettre rabbinique sur le changement climatique*

« Nous appelons en particulier les nations les plus prospères et les états producteurs de pétrole à montrer la voie en éliminant leurs émissions de gaz à effet de serre dans les plus brefs délais. »

*Déclaration islamique sur le changement climatique*

## 7. Le devoir des administrateurs fiduciaires des organismes caritatifs

Au cours des cinq dernières années, nous avons développé une meilleure compréhension du rôle de la finance dans les risques climatiques et de la nature des risques financiers liés aux

actifs carbone intensifs. Cette compréhension progressive devrait nous renseigner sur l'interprétation des pouvoirs et des devoirs des organismes caritatifs. L'année dernière, la Commission législative du Royaume-Uni a examiné en détail la mesure dans laquelle les différents types d'administrateurs fiduciaires ; organismes caritatifs ; fonds de pension ; gestionnaires de placements ; etc. ; ont la capacité de prendre en compte les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (facteurs « ESG »). Le rapport de la Commission législative indique qu'il est toujours légitime pour les fiduciaires de prendre en considération les facteurs ESG, dans la mesure où ces facteurs représentent des risques financiers sous-jacents.

L'enjeu des actifs abandonnés montre que les actifs carbone intensifs font l'objet de risques politiques et réglementaires à long terme en raison des changements climatiques et des efforts au niveau mondial de réduire l'augmentation des températures de la planète. Si la thèse veut que les risques financiers n'aient pas encore été chiffrés correctement par le marché, et un faisceau de preuves nous conduit à penser cela, alors il faut s'attendre à ce que les administrateurs de fonds et comités d'investissements considèrent le désinvestissement comme une option viable de gestion de ce risque.

Les organismes caritatifs ont pour objet le bien général. Le pouvoir des placements est subordonné à cet objectif caritatif, ce pouvoir étant un moyen à la poursuite d'une fin. Il est parfaitement sensé pour de nombreux organismes de cette nature de désinvestir les actifs carbone intensifs en raison de la contradiction de ces investissements avec leurs objectifs principaux.

Les comités d'investissements et administrateurs de fonds ont le devoir de s'assurer que les placements sont appropriés à l'action caritative et correctement diversifiés. Cependant, atteindre une diversification maximale n'est pas un devoir. Ce n'est pas un devoir non plus d'investir dans toutes les classes d'actifs. Il est par conséquent admis pour un organisme caritatif de ne pas investir dans des actifs carbone intensifs et de rechercher la diversification par d'autres moyens. Ce qui est considéré comme acceptable doit l'être à la lumière des objectifs de l'organisme caritatif concerné, un investissement n'étant pas approprié s'il entre en contradiction avec ses objectifs.

La réputation des organismes caritatifs est un des actifs les plus importants, duquel dépendent de nombreux aspects. Les administrateurs ont le devoir de préserver les actifs caritatifs. Les retombées de l'enquête Panorama diffusée dans le programme Comic Relief ont déterminé clairement que les donateurs, le public et les autres parties prenantes clé attendent que les organismes caritatifs de plus hauts standards que ceux des autres investisseurs.

## **8. Quelles sont les implications financières à court et moyen terme de l'initiative Divest Invest ?**

Certains investisseurs par le passé ont émis des doutes quant aux répercussions financières à court et moyen terme du désinvestissement des combustibles fossiles. Il est aussi admis qu'une transition rapide vers une économie à faible émission carbone aurait un coût financier élevé pour les investisseurs. De nombreuses études montrent que ces risques financiers ne sont pas prouvés.

Un rapport établi par les consultants financiers Mercer, Investing in a Time of Climate Change, indique que le changement climatique aura d'inévitables répercussions que le rendement et que les investisseurs doivent le considérer comme une nouvelle variable dans le calcul de rentabilité. Le rapport précise que dans les dix prochaines années, la rentabilité du charbon perdrait entre 26 et 138 % alors que les énergies renouvelables pourraient connaître une rentabilité annuelle moyenne entre 4 et 97 %. De plus, il indique que rester à deux degrés de changement climatique ne mettrait pas en péril la rentabilité financière.

Bien sûr, la recherche suggère que les portefeuilles non fossiles sont déjà à même de générer une meilleure rentabilité. L'analyse de l'indice mondial MSCI a démontré que retirer les combustibles fossiles et ajouter les énergies renouvelables et des alternatives d'efficacité énergétique aurait généré une meilleure rentabilité que le portefeuille existant dépendant des énergies fossiles au cours des sept dernières années.

## 9. N'avons-nous pas besoin de combustibles fossiles

L'Agence internationale de l'énergie a prédit que la demande principale mondiale en énergie allait s'accroître entre 20 et 40 % entre 2009 et 2035, en raison de la croissance des revenus et de la population des économies émergentes et afin d'améliorer l'accès à l'électricité pour de nombreuses personnes qui n'en bénéficient pas. Un vague importante de placements sera indispensable pour répondre à cette demande. La manière dont cet argent est dépensé sera de toute première importance : cela peut aider à mettre en place des systèmes d'énergie à faible émission carbone fournissant des pays pour les décennies à venir ou cela peut stopper des infrastructures productrices d'électricité exposant des pays à de graves changements climatiques, la volatilité des marchés futurs, la pollution de l'air et d'autres problèmes sociaux et environnementaux.

Les énergies renouvelables pourraient représenter environ 80 % de l'électricité mondiale dans les quarante prochaines années, avec des investissements suffisants et si les gouvernements poursuivent des politiques en leur faveur.

[IPCC](#)

Certains gouvernements et le secteur des combustibles fossiles considèrent que le développement des technologies de captage et de stockage du dioxyde de carbone sera à même de permettre la poursuite de l'exploitation des combustibles fossiles. L'Agence internationale de l'énergie a déclaré que le captage et le stockage du dioxyde de carbone pourraient contribuer à 15 % des efforts d'atténuation en CO<sup>2</sup> requis d'ici à 2050. Un récent rapport rédigé par l'UCL suggère que son potentiel est beaucoup moins important en raison de son coût élevé et de son introduction tardive, lorsqu'il est possible d'en faire usage et de son taux maximal de déploiement.

Le diplomate britannique John Ashton a exprimé de sérieux doutes quant au potentiel du captage de CO<sup>2</sup> : « Il n'existe aucune raison technique empêchant des douzaines d'installations de captage du CO<sup>2</sup> d'être en fonctionnement en Europe... Sans convention permettant de partager les coûts supplémentaires entre les contribuables, les consommateurs et les actionnaires, le captage de CO<sup>2</sup> de grande ampleur reste infondé. »

## 10. S'engager pour les sociétés exploitant des combustibles fossiles est-il plus efficace ?

Quel est l'objectif de l'engagement dans des sociétés exploitant les combustibles fossiles ? Afin de les encourager soit à transformer leur activité basée sur les combustibles fossiles pour les énergies renouvelables soit à tarir l'exploitation de combustibles fossiles et rester rentable pour les actionnaires ? Ou peut-être, de collaborer avec d'autres sociétés exploitant les combustibles fossiles et les gouvernements afin d'atteindre un accord sur les proportions de leurs actifs voués à limiter le changement climatique à 2 °C ?

La plupart des sociétés exploitant les combustibles fossiles reconnaissent la réalité du changement climatique et fondent ainsi leurs business plans sur la demande en combustibles fossiles qui causerait un réchauffement supérieur à 2 °C. De plus, certains prennent en compte tous les changements associés aux réglementations sur le climat ou sur une transition énergétique liée aux aspects financiers.

Faisant suite à de récentes résolutions d'actionnaires, les conseils d'administration de Shell et BP ont convenu de divulguer de plus en plus leurs stratégies d'entreprise liée au changement climatique, qui fera partie de leurs rapports réguliers à partir de 2016. Dans le même temps, Shell prévoit l'exploration de pétrole dans l'Arctique, même si la preuve est faite que la tâche est titanesque, ainsi que des efforts pour limiter le réchauffement climatique à 2 °C. Même les émissions directes de gaz à effet de serre de Shell ont augmenté de 73 millions de tonnes en équivalent CO<sup>2</sup> en 2013 à 76 millions en 2014.

L'Association internationale de l'industrie pétrolière pour la sauvegarde de l'environnement (AIIPSE) déclare qu'il n'y a aucune preuve d'une « bulle de carbone » spéculative et que la tarification des marchés concernant les sociétés gazières et pétrolières est rationnelle.

Ce jour, il n'existe aucune preuve démontrant que l'engagement dans les sociétés exploitant les combustibles fossiles soit un outil efficace de réduction des émissions carbone mondiales dans les délais requis.

« Nous en sommes venus à la conclusion qu'il était impossible aujourd'hui pour les majors pétroliers et gaziers de s'adapter de manière raisonnée et en respectant les échéances de l'impératif de décarbonisation radicale. Nous avons l'impression que nous n'avons pas d'autre alternative que de mettre un terme à nos partenariats de longue date avec Shell et BP... Les dirigeants de ces sociétés savent, de manière irréfutable, que leurs modèles corporatifs sont une menace à la fois pour la stabilité de l'économie mondiale et pour les perspectives de l'humanité dans son ensemble à long terme. Il est de plus en plus difficile pour moi de les regarder en face en sachant ce qu'ils savaient et en étant le témoin direct de leurs comportements complexes de déni et d'auto-illusion qu'ils ont été obligés d'adopter. »

*Jonathan Porritt, Directeur et fondateur du conseil à but non lucratif Forum for the Future*



**11. La plupart des réserves de combustibles fossiles ne sont-elles pas entre les mains de compagnies nationales et de sociétés non cotées en bourse ?**

Les compagnies pétrolières nationales, se trouvant principalement au Moyen-Orient, détiennent les actifs de combustibles fossiles les plus faciles et moins coûteux à extraire du sol et les plus susceptibles d'être extraits. Les sociétés cotées n'ont pas accès aux réserves et prévoient d'extraire ou extraient des combustibles plus difficiles et plus chers à l'extraction, dans l'Arctique, dans les eaux profondes et dans les sables bitumineux. La seule manière pour les sociétés cotées d'avoir accès aux projets moins onéreux réside dans un partenariat avec les compagnies pétrolières nationales. Les sociétés cotées peuvent fournir leur expertise et le capital nécessaire aux compagnies pétrolières nationales afin d'extraire leurs combustibles du sol, et souvent elles le font. Les compagnies pétrolières nationales se tournent vers les marchés financiers afin de rechercher les capitaux nécessaires à l'extraction des combustibles fossiles. Carbon Tracker a calculé qu'environ la moitié de la production à venir pourrait inclure des sociétés cotées, même si la proportion de réserves contrôlées par des états est plus importante que cela. Les sociétés cotées détermineront par conséquent si nous atteignons l'objectif de limiter l'augmentation de la température de 2 °C.

La Banque mondiale a indiqué que les subventions destinées aux combustibles fossiles atteignaient environ 346 milliards £ (528 milliards \$ / 481 milliards €) en 2013.

Le Fonds monétaire international a indiqué que les subventions après impôts, correspondant au préjudice environnemental associé à la consommation d'énergie et aux taxes supplémentaires à la consommation, devraient atteindre 3,4 trillions £ (5,19 trillions \$ / 7,4 trillions €) (6,5 pour cent du PIB mondial) en 2015.

**12. Quel investissement est-il nécessaire aux solutions pour le climat ? Divest Invest peut-il faire la différence ?**

L'Agence internationale de l'énergie estime que 632 milliards £ (965 milliards \$ / 880 milliards €) par an sont nécessaires en investissements afin de parvenir à la transition des combustibles fossiles tout en répondant aux besoins croissants en énergie. L'investissement mondial dans les énergies renouvelables est actuellement de 190 milliards £ (290 milliards \$ / 264 milliards €). Plus de 50 % de l'investissement requis est nécessaire au secteur de l'efficacité énergétique.

Heureusement, avec un investissement de plus de 50 trillions \$ dans les marchés boursiers mondiaux, plus les 100 trillions \$ que représente la dette souveraine et intergouvernementale, à première vue, il ne devrait pas y avoir de pénurie de capital à disposition. La rapidité et l'échelle de la croissance de la dette souveraine émise en vue de soutenir le système financier mondial pendant la crise financière démontrent qu'il est possible de sécuriser un financement à la vitesse et à l'échelle impliquées dans le cas présent. La clé réside dans la volonté politique.

*Centre de documentation pour la politique de la science, Université de Cambridge*

### 13. Quelles sont les opportunités d'investissement ?

Les opportunités d'investissement dans les solutions favorables au climat sont en pleine effervescence. Les investisseurs misant dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les technologies propres et l'accès à l'énergie peuvent tirer profit de l'expansion inévitable de ce secteur et favoriser ainsi l'accélération de la transition vers les énergies à faible émission carbone pour tous.

Il y existe un nombre croissant de fonds de placements non fossiles partout dans le monde, ainsi que plusieurs indices non fossiles dont notamment l'Indice FTSE. Alors qu'actuellement, les fonds conventionnels comprenant des combustibles fossiles prennent le pas sur ces derniers, une demande croissante parmi les investisseurs pour des portefeuilles non fossiles se fait entendre, émanant des gestionnaires d'actifs et de la communauté pour le désinvestissement.

Les projets locaux d'énergies renouvelables sont également des investissements en pleine croissance. Au Royaume-Uni, de nombreuses agences ou plateformes telles qu'Abundance et Trillion Fund ont été fondées ces dernières années en vue de faciliter les investissements directs dans des projets tels que les parcs éoliens et les centrales solaires. Ces plateformes n'agissent pas en tant que gestionnaires de placements, mais plutôt comme des investisseurs sélectionnant un projet directement parmi ceux proposés sur la plateforme. Les taux de rendement sur un projet moyen sont estimés entre 5 et 9 % pour toute la durée de vie du projet. Ces investissements sont prévus généralement à long terme, avec des obligations accordant à l'investisseur un rendement de son capital et une part des profits sur une période type de 20 à 25 ans. Ce marché bénéficie actuellement de liquidités peu élevées, avec des parts appelant souvent à être vendues directement à un nouvel acheteur si un investisseur souhaite retirer son capital. Cependant, à mesure que ce marché prend de l'importance, ses liquidités sont susceptibles d'augmenter.

Les énergies renouvelables pourraient connaître une augmentation de rendement annuel moyen entre 4 et 97 %.

*Mercer*

### 14. Comment mon institution peut-elle s'engager dans Investir pour désinvestir ?

Europeans for Divest Invest, un consortium de dirigeants provenant de neuf institutions philanthropiques différentes en Europe, encourage les organismes caritatifs et les personnes à valeur nette élevée à désinvestir les combustibles fossiles et à investir 5 % ou plus de leur portefeuille dans des solutions favorables au climat. Aucune échéance particulière n'est fixée concernant les transitions à effectuer dans votre portefeuille, mais il convient de ne pas tarder, au vu des considérations scientifiques.

Les promesses d'engagement peuvent être effectuées sur le site de Divest Invest : <http://divestinvest.org/>

Veillez nous faire savoir si vous avez décidé de réaliser cet engagement important. Notre objectif est la sensibilisation au sujet des enjeux de taille à l'origine de notre initiative en

coordonnant l'annonce de nouveaux engagements en septembre et en octobre. Veuillez contacter Beverley Huddy du Sainsbury Family Charitable Trusts – [Beverley.huddy@sfct.org.uk](mailto:Beverley.huddy@sfct.org.uk)

En décembre 2015, les gouvernements internationaux se réuniront à Paris pour la 21e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21). Nous devons réussir à rassembler la volonté politique d'arriver à un accord ambitieux correspondant à l'envergure du défi auquel nous faisons face. Imaginez l'impact qu'une cascade d'engagements publics à l'initiative Divest Invest pourrait avoir sur le déroulement de la COP21. Nous pensons que Divest Invest est un des gestes les plus significatifs que les institutions du monde entier peuvent faire pour que nous entamions la transition vers un avenir à l'énergie propre.

### **Européens pour le Groupe de pilotage Investir pour désinvestir**

Ben Goldsmith

Bevis Gillett, Polden Puckham Foundation

Ellen Dorsey, Wallace Global Fund

Frederick Mulder, Frederick Mulder Foundation

Heather Stevens, Waterloo Foundation

James Arbib, Tellus Mater

Jochen Wermuth, Jochen Wermuth Family Office

Mark Sainsbury, Mark Leonard Trust

Sarah Butler-Sloss, Ashden Trust